

lois du 12 août 2000 et 20 juillet 2005, sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Environnement et des Pensions,
B. TOBBACK

Loi réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnée le 29 juin 2007

CHAPITRE 1^{er}. — *Des versements obligatoires*

Artikel 1^{er}. (1) Le présent chapitre s'applique à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré afférente aux versements obligatoires qui ont été effectués au compte de chaque travailleur salarié et qui a été régie notamment par :

- 1° l'article 11 de la loi du 21 juillet 1844 sur les droits différentiels;
- 2° la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs;
- 3° la loi du 10 décembre 1924 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;
- 4° la loi du 30 décembre 1924 relative à l'assurance en vue de la vieillesse du décès prématuré des ouvriers mineurs;
- 5° la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;
- 6° la loi du 18 juin 1930 portant révision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;
- 7° la loi du 14 juillet 1930 portant révision de la loi du 10 décembre 1924 modifiée par celle du 20 juillet 1927 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;
- 8° la loi du 1^{er} août 1930 concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs;
- 9° la loi du 6 juillet 1931 relative aux gens de mer;

10° l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge;

11° l'arrêté royal du 25 août 1937 portant coordination des lois concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs;

12° la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

13° l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 coordonnant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré;

14° l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés;

15° la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés;

16° la loi du 22 février 1960 modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés;

Art. 2. (2) L'Office national des pensions est chargé de l'application du présent Chapitre.

Art. 3. (3) La rente de vieillesse prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le travailleur salarié atteint l'âge de 65 ans ou de 60 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

(4) A la demande de l'assuré, la rente de vieillesse peut prendre cours au plus tôt le premier jour du mois d'un anniversaire de naissance à partir du cinquante-cinquième anniversaire. Dans ce cas la rente est diminuée conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

de koninklijke besluiten van 19 mei 1995, 7 februari 1997 en 23 april 1997 en de wetten van 12 augustus 2000 en 20 juli 2005, worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Leefmilieu en Pensioenen,
B. TOBBACK

Wet tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gecoördineerd op 29 juni 2007

HOOFDSTUK I. — *Verplichte stortingen*

Artikel 1. (1) Dit hoofdstuk is van toepassing op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood betreffende de verplichte stortingen die op de rekening van elke werknemer werden verricht en die inzonderheid werd beheerst door :

- 1° artikel 11 van de wet van 21 juli 1844 op de differentiële rechten;
- 2° de wet van 5 juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers;
- 3° de wet van 10 december 1924 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood;
- 4° de wet van 30 december 1924 omtrent de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der mijnwerkers;
- 5° de wet van 10 maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der bedienden;
- 6° de wet van 18 juni 1930 tot herziening der wet van 10 maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der bedienden;
- 7° de wet van 14 juli 1930 houdende herziening van de wet van 10 december 1924 gewijzigd bij die van 20 juli 1927 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;
- 8° de wet van 1 augustus 1930 betreffende het rustpensioenstelsel der mijnwerkers;
- 9° de wet van 6 juli 1931 die betrekking heeft op de zeelieden;

10° het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de Hulp- en Voorzieningskas voor zeevarenden onder Belgische vlag;

11° het koninklijk besluit van 25 augustus 1937 tot samenordering van het pensioenstelsel der mijnwerkers;

12° de wet van 15 december 1937 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood;

13° het besluit van de Regent van 12 september 1946 tot samenordering van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood;

14° de besluitwet van 25 februari 1947 tot samenordering en wijziging van de wetten betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers en de ermee gelijkgestelden;

15° de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden;

16° de wet van 22 februari 1960 tot wijziging van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden.

Art. 2. (2) De Rijksdienst voor pensioenen is belast met de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 3. (3) De ouderdomsrente gaat in de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin de werknemer de leeftijd van 65 of 60 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, bereikt.

(4) Op verzoek van de verzekerde kan de ouderdomsrente ten vroegste ingaan de eerste dag van de maand die volgt op deze van een verjaardag vanaf de 55^{ste} verjaardag. In dit geval wordt de rente verminderd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

Art. 4. (5) Le montant de la rente de vieillesse est déterminé conformément aux lois et arrêtés visés à l'article 1^{er}.

(6) Lorsque le montant de la rente a été fixé compte tenu d'une couverture du droit à un âge autre que 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes, ce montant est modifié conformément à des barèmes déterminés par le Roi en fonction d'une ouverture du droit à 65 ans ou 60 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

Art. 5. (7) Pour les hommes, il est assuré en cas de décès une rente de veuve égale à 40 p.c. de la rente de vieillesse et prenant cours le premier jour du mois du décès.

(8) En cas de différence d'âge entre les époux, le taux de la rente de veuve est modifié conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

Art. 6. § 1^{er}. (9) Pour les rentes de vieillesse et de veuve qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 1970, le montant de la contribution de l'Etat demeure fixé conformément aux lois et arrêtés cités à l'article 1^{er}.

§ 2. (10) Toute rente visée à l'article 3 ou à l'article 5 est augmentée dès sa prise de cours et pour autant que celle-ci survienne avant le 1^{er} janvier 1994, d'une contribution annuelle de l'Etat égale à 50 % de son montant annuel.

(11) En ce qui concerne la rente de vieillesse, le montant annuel maximum de la contribution de l'Etat est fixé à 29,75 euros, lorsque cette rente prend cours à l'âge de 65 ans; en cas de prise de cours à un âge antérieur, ce montant est réduit conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

(12) En ce qui concerne les rentes visées à l'article 5, le montant maximum annuel de la contribution de l'Etat est fixé à 11,90 euros. En cas de différence d'âge entre les époux ou entre l'assuré et le bénéficiaire désigné, le montant annuel maximum de cette contribution est modifié conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

Art. 7. (13) Les charges résultant de l'application des articles 3 à 6 sont supportées par l'Office national des pensions jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 8. § 1^{er}. (14a) Les avantages visés au présent chapitre sont acquis par douzièmes mensuels égaux (14b) et sont payés par l'Office national des pensions.

(15) Le Roi détermine les conditions, les modalités et la périodicité selon lesquelles sont payées les prestations résultant des versements effectués dans le cadre de l'assurance libre organisée par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et les avantages visés à l'alinéa 1^{er}, y compris la contribution de l'Etat.

§ 2. (16) Après fixation du montant des rentes selon les dispositions en vigueur, le montant des rentes payées pour la première fois et au plus tôt le 1^{er} juillet 1997 est déterminé conformément aux barèmes annexés à la présente loi.

§ 3. (17) La rente qui prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2001, est, nonobstant toute disposition contraire, payée par un versement unique correspondant à la valeur actuelle de la rente.

Art. 9. (18) L'Office national des pensions tient une gestion distincte pour l'ensemble des opérations relatives à l'exécution du présent chapitre.

Art. 10. (19) Le Roi détermine les modalités d'introduction des demandes.

CHAPITRE II. — Des versements complémentaires et supplémentaires.

Art. 11. (20) Le présent chapitre s'applique :

1° à la gestion des versements complémentaires effectués avant le 1^{er} juillet 1957 conformément aux dispositions de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés et du 1^{er} juillet 1957 au 31 décembre 1959 conformément à l'article 22, § 6, tel qu'il a été inséré par la loi du 18 février 1959 dans la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés;

2° à la gestion des versements supplémentaires effectués à partir du 1^{er} janvier 1960 conformément à l'article 22, § 6, de la loi du 12 juillet 1957 susvisée, tel qu'il était modifié par la loi du 22 février 1960 avant les modifications apportées par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967.

Art. 4. (5) Het bedrag van de ouderdomsrente wordt bepaald overeenkomstig de bij artikel 1 beoogde wetten en besluiten.

(6) Wanneer het bedrag van de ouderdomsrente wordt bepaald rekening houdend met een opening van het recht op een andere leeftijd dan die van 65 jaar voor de mannen en 60 jaar voor de vrouwen, wordt dit bedrag gewijzigd overeenkomstig schalen, vastgesteld door de Koning op grond van een opening van het recht op 65 of 60 jaar naargelang het een man of een vrouw betreft.

Art. 5. (7) Voor de mannen wordt, bij overlijden, een weduwerente verzekerd die gelijk is aan 40 procent van de ouderdomsrente en ingaat de eerste dag van de maand van het overlijden.

(8) Ingeval de echtgenoten in leeftijd verschillen wordt het bedrag van de weduwerente gewijzigd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

Art. 6. § 1. (9) Voor de ouderdoms- en weduwerenten die vóór 1 januari 1970 zijn ingegaan, blijft het bedrag van de rijksbijdrage bepaald overeenkomstig de in artikel 1 genoemde wetten en besluiten.

§ 2. (10) Elke rente, beoogd bij de artikelen 3 of 5 wordt, voor zover ze ingaat vóór 1 januari 1994, vanaf de ingangsdatum ervan vermeerderd met een jaarlijkse bijdrage van het Rijk gelijk aan 50 % van haar jaarbedrag.

(11) Wat de ouderdomsrente betreft, wordt het jaarlijks maximumbedrag van de rijksbijdrage vastgesteld op 29,75 euro wanneer die rente ingaat op de leeftijd van 65 jaar; in geval van in genot treding op een vroegere leeftijd, wordt dat bedrag verminderd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

(12) Wat de bij artikel 5 beoogde renten betreft, wordt het jaarlijks maximumbedrag van de rijksbijdrage vastgesteld op 11,90 euro. In geval van verschil in leeftijd tussen de echtgenoten of tussen de verzekerde en de aangeduide begunstigde, wordt het jaarlijks maximumbedrag van die bijdrage gewijzigd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

Art. 7. (13) De lasten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 3 tot 6, worden gedragen door de Rijksdienst voor pensioenen tot 31 december 2007.

Art. 8. § 1. (14a) De bij dit hoofdstuk beoogde voordelen zijn verworven per gelijke maandelijks twaalfden (14b) en worden betaald door de Rijksdienst voor pensioenen.

(15) De Koning bepaalt onder welke voorwaarden, volgens welke modaliteiten en met welke periodiciteit de prestaties, die voortvloeien uit de stortingen verricht in het kader van de door de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood georganiseerde vrijwillige verzekering, en de bij het eerste lid beoogde voordelen, de Rijksbijdrage inbegrepen, worden uitbetaald.

§ 2. (16) Nadat het bedrag van de renten volgens de geldende bepalingen werd vastgesteld, wordt het bedrag van de renten die voor de eerste maal en ten vroegste op 1 januari 1997 worden uitbetaald, bepaald volgens de bij deze wet gevoegde schalen.

§ 3. (17) De rente die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2001 ingaat, wordt, niettegenstaande alle andersluidende bepalingen, uitbetaald door middel van een enige storting, gelijk aan de contante waarde van die rente.

Art. 9. (18) De Rijksdienst voor pensioenen houdt een afzonderlijk beheer voor het geheel van de verrichtingen betreffende de uitvoering van dit hoofdstuk.

Art. 10. (19) De Koning bepaalt de modaliteiten van indiening van de aanvragen.

HOOFDSTUK II. — Aanvullende en bijkomende stortingen

Art. 11. (20) Dit hoofdstuk is van toepassing :

1° op het beheer van de aanvullende stortingen die vóór 1 juli 1957 zijn verricht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden en van 1 juli 1957 tot 31 december 1959 overeenkomstig artikel 22, § 6, zoals dit door de wet van 18 februari 1959 in de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden ingevoegd werd;

2° op het beheer van de bijkomende stortingen verricht van 1 januari 1960 af, overeenkomstig artikel 22, § 6, van bovengenoemde wet van 12 juli 1957, zoals gewijzigd werd bij de wet van 22 februari 1960 vóór de wijzigingen aangebracht bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

Art. 12. (21) Les réserves mathématiques des assurances en cours au 1^{er} janvier 1968 dans le cadre de la gestion visée à l'article 11 sont affectées à la constitution des avantages extra-légaux prévus par l'article 22 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés modifié par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967.

Art. 13. (22) Les rentes de vieillesse qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 1968 dans le cadre de la gestion visée à l'article 11 sont liquidées par la gestion des avantages extra-légaux précités et les réserves mathématiques de ces rentes sont calculées conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

(23) Les rentes de veuve qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 1968 dans le cadre de la gestion prévue à l'article 11 sont liquidées par la gestion des avantages extra-légaux précités et les réserves mathématiques représentatives de ces rentes sont calculées conformément aux barèmes déterminés par le Roi.

Art. 14. (24) Les rentes correspondant aux assurances en cours converties conformément aux dispositions de l'article 12 ainsi que les rentes de vieillesse et de veuve visées à l'article 13 sont considérées comme constituées en exécution de l'article 22 de la loi du 12 juillet 1957, modifié par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967.

Art. 15. (25) Le Roi détermine les modalités d'exécution du présent chapitre.

Annexe

Barèmes pour l'adaptation de la rente à payer à la durée de vie plus élevée

I. Hommes

Age	Ancienne valeur	Nouvelle valeur	Proportion	Leefstijd	Oude waarde	Nieuwe waarde	Verhouding
55	14,4189	22,10147	65,24 %	55	14,4189	22,10147	65,24 %
56	14,0966	21,71739	64,91 %	56	14,0966	21,71739	64,91 %
57	13,7716	21,32222	64,59 %	57	13,7716	21,32222	64,59 %
58	13,4443	20,91584	64,28 %	58	13,4443	20,91584	64,28 %
59	13,1142	20,49817	63,98 %	59	13,1142	20,49817	63,98 %
60	12,7814	20,06922	63,69 %	60	12,7814	20,06922	63,69 %
61	12,4223	19,62894	63,29 %	61	12,4223	19,62894	63,29 %
62	12,0622	19,17740	62,90 %	62	12,0622	19,17740	62,90 %
63	11,7016	18,71469	62,63 %	63	11,7016	18,71469	62,63 %
64	11,3409	18,24098	62,17 %	64	11,3409	18,24098	62,17 %
65 et plus	10,9809	17,75649	61,84 %	65 en meer	10,9809	17,75649	61,84 %

II. Femmes et veuves

Age	Ancienne valeur	Nouvelle valeur	Proportion	Leefstijd	Oude waarde	Nieuwe waarde	Verhouding
55 et moins	15,0577	17,71855	84,97 %	55 en lager	15,0577	17,71855	84,97 %
56	14,7022	17,42557	84,37 %	56	14,7022	17,42557	84,37 %
57	14,3426	17,12495	83,75 %	57	14,3426	17,12495	83,75 %
58	13,9772	16,81676	83,11 %	58	13,9772	16,81676	83,11 %
59	13,6066	16,50107	82,46 %	59	13,6066	16,50107	82,46 %
60	13,2313	16,17800	81,79 %	60	13,2313	16,17800	81,79 %
61	12,8525	15,84771	81,10 %	61	12,8525	15,84771	81,10 %
62	12,4696	15,51038	80,40 %	62	12,4696	15,51038	80,40 %
63	12,0838	15,18623	79,68 %	63	12,0838	15,18623	79,68 %
64	11,6958	14,81559	78,94 %	64	11,6958	14,81559	78,94 %
65 et plus	11,5063	14,45857	78,20 %	65 en meer	11,5063	14,45857	78,20 %

Art. 12. (21) De wiskundige reserves van de per 1 januari 1968 lopende verzekeringen worden, in het kader van het beheer dat is beoogd bij artikel 11 aangewend tot vestiging van de buitenwettelijke voordelen waarin is voorzien bij artikel 22 van de wet van 12 juli 1957 betreffende de het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

Art. 13. (22) De ouderdomsrenten die vóór 1 januari 1968, in het kader van het bij artikel 11 beoogd beheer zijn ingegaan worden door het beheer van de hogervermelde buitenwettelijke voordelen uitbetaald en de wiskundige reserves van die renten worden berekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

(23) De weduwerrenten die vóór 1 januari 1968 in het kader van het bij artikel 11 beoogd beheer zijn ingegaan, worden door het beheer van de hogervermelde buitenwettelijke voordelen uitbetaald en de wiskundige reserves die deze renten vertegenwoordigen worden berekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen.

Art. 14. (24) De renten die overeenstemmen met de lopende verzekeringen, omgezet overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 alsmede de bij artikel 13 beoogde ouderdoms- en weduwerrenten worden beschouwd als zijnde gevestigd in uitvoering van artikel 22 van de wet van 12 juli 1957, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

Art. 15. (25) De Koning bepaalt de nadere regelen ter uitvoering van dit hoofdstuk.

Bijlage

Schalen voor het aanpassen van de uit te betalen rente aan de langere levensduur

I. Mannen

Notes

(1) Loi du 28 mai 1971, article 1^{er}.

(2) Loi du 28 mai 1971, article 2, alinéa 1, modifiée par la loi du 26 juin 1992, article 56 et l'arrêté royal du 19 mai 1995, article 9.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les termes « la Caisse générale d'Épargne et de Retraite » et « la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins et les organismes visés à l'article 22 de la loi du 12 juillet 1957 » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite à l'article 41 sexies de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, inséré par l'arrêté royal du 23 avril 1997, article 1, ratifié par la loi du 12 décembre 1997, article 2, 2°, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971;

- les termes « le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite à l'article 41quinquies de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, inséré par la loi du 29 avril 1996, art 138 repris les compétences et les tâches de cette institution portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971.

(3) Loi du 28 mai 1971, article 4, alinéa 1^{er}.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les termes « si en vertu des lois et arrêtés visés à l'article 1^{er}, le droit à une rente de vieillesse ne s'est pas ouvert le 1^{er} janvier 1970 » ne sont pas repris, vu l'applicabilité actuelle de la disposition.

(4) Loi du 28 mai 1971, article 4, alinéa 2.

(5) Loi du 28 mai 1971, article 3, alinéa 1^{er}.

(6) Loi du 28 mai 1971, article 3, alinéa 2.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les termes « le droit à la rente de vieillesse ne s'est pas ouvert avant le 1^{er} janvier 1970 » ne sont pas repris, vu l'applicabilité actuelle de la disposition;

- le terme « a été » est remplacé par le terme « est ».

(7) Loi du 28 mai 1971, article 6, alinéa 1^{er}.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- le terme « weduwenrente » a été remplacé par le terme « weduwe-rente » à titre d'adaptation à l'orthographe en vigueur et dernièrement connue de la langue néerlandaise;

- les termes « en vie au 1^{er} janvier 1970 » ne sont pas repris, vu l'applicabilité actuelle de la disposition.

(8) Loi du 28 mai 1971, article 6, alinéa 4, 1^{re} partie de phrase.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- le terme « weduwenrente » a été remplacé par le terme « weduwe-rente » à titre d'adaptation à l'orthographe en vigueur et dernièrement connue de la langue néerlandaise.

(9) Loi du 28 mai 1971, article 7, § 1^{er}.

(10) Loi du 28 mai 1971, article 7, § 2, alinéa 1^{er}, modifiée par la loi du 6 août 1993, article 39.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- remplacement du renvoi aux articles 4 et 6 par un renvoi aux articles 3 et 5.

(11) Loi du 28 mai 1971, article 7, § 2, alinéa 2.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- remplacement du montant « 1 200 francs » par le montant « 29,75 euros ».

- insertion des mots « l'âge de » entre les mots « prend cours à » et « 65 ans ».

(12) Loi du 28 mai 1971, article 7, § 2, alinéa 3.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- remplacement du renvoi à l'article 6 par un remplacement à l'article 5;

- remplacement du montant « 380 francs » par le montant « 11,90 euros ».

(13) Loi du 28 mai 1971, article 7, § 3, alinéa 1^{er}, première phrase, modifiée par les lois des 26 juin 1992, article 56 et 20 juillet 2005, article 11.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- remplacement du renvoi aux « paragraphes précédents » de l'article 7, par un renvoi aux articles 3 à 6;

- les termes « à partir du 1^{er} janvier 1980 » ne sont pas repris vu l'applicabilité actuelle de la disposition;

Nota's

(1) Wet van 28 mei 1971, artikel 1.

(2) Wet van 28 mei 1971, artikel 2, eerste lid, gewijzigd bij wet van 26 juni 1992, artikel 56 en het koninklijk besluit van 19 mei 1995, artikel 9.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « de Algemene Spaar- en Lijfrentekas » en « de Hulpen Voorzorgskas voor zeevarenden en de bij artikel 22 van de wet van 12 juli 1957 beoogde instellingen » zijn niet overgenomen daar de Rijksdienst voor pensioenen in gevolge artikel 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd bij koninklijk besluit van 23 april 1997, artikel 1, bekrachtigd bij wet van 12 december 1997, artikel 2, 2°, de bevoegdheden en taken van deze instellingen met betrekking tot de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen;

- de woorden « het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers » zijn niet overgenomen daar de Rijksdienst voor pensioenen in gevolge artikel 41 quinquies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd bij wet van 29 april 1996, artikel 138, de bevoegdheden en taken van deze instelling inzake de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen.

(3) Wet van 28 mei 1971, artikel 4, eerste lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « indien, krachtens de bij artikel 1 beoogde wetten en besluiten, het recht op een ouderdomsrente niet geopend is vóór 1 januari 1970 » zijn niet hernomen, gezien de actuele toepasbaarheid van de bepaling.

(4) Wet van 28 mei 1971, artikel 4, tweede lid.

(5) Wet van 28 mei 1971, artikel 3, eerste lid.

(6) Wet van 28 mei 1971, artikel 3, tweede lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « het recht op de ouderdomsrente echter niet geopend is vóór 1 januari 1970 en » zijn niet hernomen, gezien de actuele toepasbaarheid van de bepaling;

- het woord « werd » is vervangen door het woord « wordt ».

(7) Wet van 28 mei 1971, artikel 6, eerste lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- het woord « weduwenrente » is vervangen door het woord « weduwe-rente » ter aanpassing aan de laatst gekende geldende spelling van de Nederlandse taal;

- de woorden « in leven per 1 januari 1970 » zijn niet hernomen, gezien de actuele toepasbaarheid van de bepaling.

(8) Wet van 28 mei 1971, artikel 6, vierde lid, eerste zinsdeel.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- het woord « weduwenrente » is vervangen door het woord « weduwe-rente » ter aanpassing aan de laatst gekende geldende spelling van de Nederlandse taal.

(9) Wet van 28 mei 1971, artikel 7, § 1.

(10) Wet van 28 mei 1971, artikel 7, § 2, eerste lid, gewijzigd bij wet van 6 augustus 1993, artikel 39.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- vervanging van de verwijzing naar artikelen 4 en 6 door een verwijzing naar artikelen 3 en 5.

(11) Wet van 28 mei 1971, artikel 7, § 2, tweede lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- vervanging van het bedrag « 1.200 frank » door het bedrag « 29,75 euro ».

- invoeging van de woorden « de leeftijd van » tussen de woorden « ingaat op » en « 65 jaar ».

(12) Wet van 28 mei 1971, artikel 7, § 2, derde lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- vervanging van de verwijzing naar artikel 6 door een verwijzing naar artikel 5;

- vervanging van het bedrag « 380 frank » door het bedrag « 11,90 euro ».

(13) Wet van 28 mei 1971, artikel 7, § 3, eerste lid, eerste zin, gewijzigd bij wetten van 26 juni 1992, artikel 56 en van 20 juli 2005, artikel 11.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- vervanging van de verwijzing naar « de vorige paragrafen » van artikel 7, door een verwijzing naar de artikelen 3 tot 6;

- de woorden « vanaf 1 januari 1980 » zijn niet hernomen gezien de actuele toepasbaarheid van de bepaling;

Concernant cet article, il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat, toute en apportant la précision nécessaire pour assurer la cohérence de cette disposition avec les dispositions de l'article 289 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant exécution de l'article 289 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006.

(14a) Loi du 28 mai 1971, article 9, alinéa 1^{er}.

(14b) Loi du 28 mai 1971, article 8, § 1, modifiée par la loi du 26 juin 1992, article 56.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- le renvoi « Les arrrages des avantages visés au présent chapitre » n'est pas repris étant donné que le sujet des deux syntagmes sont les mêmes.

- les mots « 1^o lorsque le dernier versement obligatoire effectué conformément aux lois et arrêtés visés à l'article 1^{er} a été fait en qualité d'ouvrier, d'ouvrier mineur ou de marin : par la Caisse générale d'épargne et de retraite, laquelle liquide également lesdits avantages dus au bénéficiaire par un autre organisme d'assurance; le Roi peut toutefois charger l'Office national des pensions du paiement des avantages précités » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite à l'article 41sexies de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967, inséré par l'arrêté royal du 23 avril 1997, article 1^{er}, ratifié par la loi du 12 décembre 1997, article 2, 2^o, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I^{er} de la loi du 28 mai 1971;

- les mots « 2^o lorsque ce dernier versement obligatoire a été effectué en qualité d'employé » et « lequel liquide également lesdits avantages dus au bénéficiaire par un autre organisme d'assurance » ne sont pas repris puisque l'Office national des pensions est devenu le seul organisme de paiement suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967.

(15) Loi du 28 mai 1971, article 9, alinéa 2, 1^o.

(16) Loi du 28 mai 1971, article 9bis, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté royal du 7 février 1997, article 1^{er}.

(17) Loi du 28 mai 1971, article 9ter, inséré par la loi du 12 août 2000, article 16.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- entre les termes « door » et « een » sont insérés les termes « middel van ».

(18) Loi du 28 mai 1971, article 10, alinéa 1^{er}, modifiée par l'arrêté royal du 23 avril 1997, article 4.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les termes « ainsi que les autres organismes d'assurances visés à l'article 2 » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2^o de la loi du 12 décembre 1997, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971;

- les termes « pour autant que les droits et obligations, actif et passif de ces derniers n'ont pas été repris par l'Office national des pensions » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2^o de la loi du 12 décembre 1997, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971.

(19) Loi du 28 mai 1971, article 11, 1^o, modifiée par la loi du 10 février 1981, article 29.

(20) Loi du 28 mai 1971, article 13.

(21) Loi du 28 mai 1971, article 20.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les termes « après application des articles 15, alinéa 3, et 19, alinéa 3 » ne sont pas repris étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2^o de la loi du 12 décembre 1997, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971;

Met betrekking tot dit artikel is rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State, met toevoeging van de precisering noodzakelijk om de coherentie te bewaren van deze bepaling met de bepalingen van artikel 289 van de programmawet (I) van 27 december 2006 en van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot uitvoering van artikel 289 van de programmawet (I) van 27 december 2006.

(14a) Wet van 28 mei 1971, artikel 9, eerste lid.

(14b) Wet van 28 mei 1971, artikel 8, § 1, gewijzigd bij wet van 26 juni 1992, artikel 56.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de verwijzing « de termijnen van de bij dit hoofdstuk beoogde voordelen » is niet hernomen daar het onderwerp van de twee zinsdelen van de zin hetzelfde is;

- de woorden « 1^o wanneer de laatste verplichte storting, uitgevoerd overeenkomstig de wetten en besluiten beoogd bij artikel 1, werd gedaan als arbeider, mijnwerker of zeeman : door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, die eveneens deze voordelen uitkeert die door een andere verzekeringsinstelling aan de gerechtigde verschuldigd zijn; de Koning kan nochtans de Rijksdienst voor pensioenen belasten met de betaling van de bovenvermelde voordelen » zijn niet hernomen daar de Rijksdienst voor pensioenen in gevolge artikel 41 quinquies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd bij wet van 29 april 1996, artikel 138, de bevoegdheden en taken van deze instelling inzake de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen;

- de woorden « 2^o wanneer deze laatste verplichte storting werd gedaan als bediende » en « die eveneens deze voordelen uitkeert die door een andere verzekeringsinstelling aan de gerechtigde verschuldigd zijn » daar de Rijksdienst voor pensioenen de enige uitbetalingsinstelling is geworden ingevolge de artikelen 41quinquies en 41sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967.

(15) Wet van 28 mei 1971, artikel 9, tweede lid, 1^o.

(16) Wet van 28 mei 1971, artikel 9 bis, eerste lid, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 februari 1997, artikel 1.

(17) Wet van 28 mei 1971, artikel 9 ter, ingevoegd bij wet van 12 augustus 2000, artikel 16.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- tussen de woorden « door » en « een » zijn de woorden « middel van » ingevoegd.

(18) Wet van 28 mei 1971, artikel 10, eerste lid, gewijzigd bij koninklijk besluit van 23 april 1997, artikel 4.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « alsook de andere verzekeringsinstellingen beoogd bij artikel 2 » zijn niet overgenomen daar de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instellingen met betrekking tot de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen in gevolge artikelen 41 quinquies en 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2^o, van de wet van 12 december 1997;

- de woorden « voor zover de Rijksdienst voor pensioenen overeenkomstig artikel 2, vierde lid, de rechten en verplichtingen, de passiva en activa van die instellingen niet heeft overgenomen » zijn niet overgenomen daar de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instellingen met betrekking tot de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen in gevolge artikelen 41quinquies en 41sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2^o, van de wet van 12 december 1997.

(19) Wet van 28 mei 1971, artikel 11, 1^o, gewijzigd bij wet van 10 februari 1981, artikel 29.

(20) Wet van 28 mei 1971, artikel 13.

(21) Wet van 28 mei 1971, artikel 20.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « na toepassing van de artikelen 15, derde lid, en 19, derde lid » zijn niet hernomen daar de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instellingen met betrekking tot de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen in gevolge artikelen 41 quinquies en 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2^o, van de wet van 12 december 1997;

- les termes « les gestions visées » sont remplacés par les termes « de la gestion visée » étant donné que l'Office national des pensions a, comme suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2° de la loi du 12 décembre 1997, repris les compétences et les tâches de ces institutions portant sur l'application des dispositions relatives aux rentes visées au chapitre I de la loi du 28 mai 1971.

(22) Loi du 28 mai 1971, article 21, alinéa 1^{er}.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- les mots « dans le cadre des gestions visées à l'article 13 » sont remplacés par les mots « dans le cadre de la gestion visée à l'article 11 ».

(23) Loi du 28 mai 1971, article 21, alinéa 2.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- le terme « weduwenrente » a été remplacé par le terme « weduwe-rente » à titre d'adaptation à l'orthographe en vigueur et dernièrement connue de la langue néerlandaise;

- les mots « dans le cadre des gestions visées à l'article 13 » sont remplacés par les mots « dans le cadre de la gestion visée à l'article 11 ».

(24) Loi du 28 mai 1971, article 22.

Modifications apportées à l'occasion de la coordination :

- le terme « weduwenrente » a été remplacé par le terme « weduwe-rente » à titre d'adaptation à l'orthographe en vigueur et dernièrement connue de la langue néerlandaise;

- remplacement du renvoi aux articles 20 et 21 par un renvoi aux articles 12 et 13.

(25) Loi du 28 mai 1971, article 23.

Annexes :

1. Dispositions non reprises dans le texte coordonné :

Article 2, alinéas 2 à 5, qui disposent que :

« En vue de faire face aux obligations qui leur incombent, les organismes d'assurances visés à l'alinéa 1^{er}, doivent constituer des réserves mathématiques. Ces réserves mathématiques sont calculées conformément à un barème déterminé par le Roi.

L'excédent éventuel provenant de la différence entre le montant des réserves existantes et celui des réserves calculées en application de l'alinéa 2 est versé à l'Office national des pensions et affecté à la gestion de la répartition.

L'Office national des pensions reprend les droits et obligations, le passif et l'actif, des organismes autres que lui-même visés au présent article, en ce qui concerne l'application du Chapitre I de la présente loi, aux dates suivantes :

- au plus tard le 1^{er} janvier 1999, en ce qui concerne les organismes susvisés dont les réserves mathématiques sont inférieures à 100 000 000 de francs au 1^{er} janvier 1998;

- au plus tard le 1^{er} janvier 2000, en ce qui concerne les organismes susvisés dont les réserves mathématiques sont inférieures à 2 000 000 000 de francs au 1^{er} janvier 1999;

- au plus tard le 1^{er} janvier 2001, en ce qui concerne les organismes susvisés dont la gestion n'a pas encore été reprise à cette date par l'Office national des pensions.

Le Ministre qui a les pensions dans ses attributions peut déterminer les modalités d'application de la reprise des droits et obligations, du passif et de l'actif, visés à l'alinéa 4, par l'Office national des pensions. »

(ces alinéas ont produit leurs effets)

Article 4, alinéas 3 et 4, qui disposent que :

« Le bénéficiaires d'une rente de vieillesse d'un montant supérieur à 4 800 francs et prenant cours à 65 ans ou à 60 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, peut, à sa demande, obtenir le paiement en espèces des trois septièmes au plus de la valeur actuelle de sa rente et s'il s'agit d'un bénéficiaire masculin, de la même quotité de la réserve afférente à l'assurance de la rente de veuve.

Le bénéficiaire d'une rente de vieillesse prenant cours à 65 ans, s'il est célibataire, veuf ou divorcé, peut, à sa demande, obtenir la conversion en rente viagère à son profit des trois septièmes au plus de la réserve afférente à l'assurance de la rente de veuve. Cette faculté ne peut être exercée conjointement avec celle prévue à l'alinéa 3. »

(l'article 115 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions sociales, abroge la possibilité d'obtenir le paiement en espèces d'un maximum des trois septièmes de la valeur capitalisée de la rente)

- de woorden « de beheren die zij beoogd » zijn vervangen door de woorden « het beheer dat is beoogd » daar de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instellingen met betrekking tot de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, heeft overgenomen in gevolge artikelen 41 quinquies en 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2°, van de wet van 12 december 1997.

(22) Wet van 28 mei 1971, artikel 21, eerste lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- de woorden « in het kader van de bij artikel 13 beoogde beheren » zijn vervangen door « het bij artikel 11 beoogd beheer ».

(23) Wet van 28 mei 1971, artikel 21, tweede lid.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- het woord « weduwenrente » is vervangen door het woord « weduwerente » ter aanpassing aan de laatst gekende geldende spelling van de Nederlandse taal;

- de woorden « in het kader van de bij artikel 13 beoogde beheren » zijn vervangen door « het bij artikel 11 beoogd beheer ».

(24) Wet van 28 mei 1971, artikel 22.

Wijzigingen aangebracht ter gelegenheid van de coördinatie :

- het woord « weduwenrente » is vervangen door het woord « weduwerente » ter aanpassing aan de laatst gekende geldende spelling van de Nederlandse taal;

- vervanging van de verwijzing naar artikelen 20 en 21 door een verwijzing naar artikelen 12 en 13.

(25) Wet van 28 mei 1971, artikel 23.

Bijlagen :

1. Bepalingen niet in de gecoördineerde tekst overgenomen :

Artikel 2, tweede tot en met vijfde lid, die luiden als volgt :

« Teneinde de hun opgelegde verplichtingen na te komen, moeten de bij het eerste lid beoogde verzekeringsinstellingen wiskundige reserves aanleggen. Deze wiskundige reserves worden berekend overeenkomstig een door de Koning vastgestelde schaal.

Het eventueel overschot, voortkomende van het verschil tussen het bedrag van de bestaande reserves en dat van de bij toepassing van het tweede lid berekende reserves, wordt aan de Rijksdienst voor pensioenen gestort en bestemd voor het beheer van het repartitiestelsel.

De Rijksdienst voor Pensioenen neemt de rechten en verplichtingen, de passiva en activa, over van de andere instellingen bedoeld in dit artikel, wat betreft de toepassing van Hoofdstuk I van deze wet, op de volgende data :

- ten laatste op 1 januari 1999 voor de bedoelde instellingen waarvan de beheerde wiskundige reserves op 1 januari 1998 minder dan 100 000 000 frank bedragen;

- ten laatste op 1 januari 2000 voor de bedoelde instellingen waarvan de beheerde wiskundige reserves op 1 januari 1999 minder dan 2 000 000 000 frank bedragen;

- ten laatste op 1 januari 2001 voor de bedoelde instellingen die op dat tijdstip hun beheer nog niet hebben overgedragen aan de Rijksdienst voor pensioenen.

De Minister die de pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, kan de modaliteiten bepalen van toepassing op de overname van de rechten en verplichtingen, van de passiva en activa, bedoeld in het vierde lid, door de Rijksdienst voor pensioenen. »

(deze leden hebben uitwerking gekregen)

Artikel 4, derde en vierde lid, die luiden als volgt :

« De begunstigde van een ouderdomsrente van meer dan 4.800 F en die ingaat op 65 jaar of op 60 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, kan, op zijn verzoek, de uitbetaling in geld bekomen van ten hoogste drie zevenden van de contante waarde van zijn rente en, indien het een mannelijk begunstigde betreft, van hetzelfde aandeel van de reserve die betrekking heeft op de verzekering van de weduwenrente.

De begunstigde van een ouderdomsrente die ingaat op 65 jaar kan, indien hij ongehuwd, weduwnaar of uit de echt gescheiden is, op zijn verzoek, de omzetting in lijfrente te zijnen voordele bekomen van ten hoogste drie zevenden van de reserve die betrekking heeft op de verzekering van de weduwenrente. Deze mogelijkheid mag niet samen met die, waarin bij het derde lid is voorzien, uitgeoefend worden. »

(artikel 115 van de wet van 20 december 1995 houdende sociale bepalingen, heft de mogelijkheid tot het bekomen van de uitbetaling in geld van ten hoogste drie zevenden van de gekapitaliseerde waarde van de rente op)

Article 5, qui dispose que :

« Le montant de la rente de veuve ou de la rente de survie constitué au profit d'un bénéficiaire désigné est déterminé, si le droit à cette rente est ouvert avant le 1^{er} janvier 1970 conformément aux lois et arrêtés visés à l'article 1^{er}. »

(cet article a produit ses effets)

Article 6, alinéas 2 et 3, qui disposent que :

« Pour les femmes en vie au 1^{er} janvier 1970 qui ont conclu une assurance décès au profit d'un bénéficiaire désigné, il est assuré, en cas de décès, une rente, égale à 40 p.c. de la rente de vieillesse et prenant cours le premier jour du mois du décès pour autant que celui-ci survienne avant l'entrée en jouissance de la rente de vieillesse.

En cas d'exercice de la faculté de rachat ou de conversion prévue à l'article 4, alinéa 3 ou 4, la rente de vieillesse servant de base au calcul de la rente de veuve s'obtient en multipliant la rente de vieillesse qui était constituée avant le rachat ou la conversion, par une fraction égale à la différence entre l'unité et la fraction dont il a été tenu compte pour le rachat ou la conversion. aux déterminés. »

(dans la pratique, aucun cas visé par ces alinéas ne s'est produit)

Article 6, alinéa 4, seconde partie de phrase, qui dispose que :

« il en est de même du taux de la rente de survie en cas de différence d'âge entre l'assuré et le bénéficiaire désigné »

Article 7, § 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, qui dispose que :

« Toutefois, pour l'année 2005, elles sont supportées par le régime légal de la capitalisation. »

Article 7, § 3, alinéa 2, qui dispose que :

« Pour l'application de cette disposition, l'Office national des pensions reprend les obligations du Ministère de la Prévoyance sociale dans l'article 10 de l'arrêté royal du 13 septembre 1971 portant exécution du chapitre Ier de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. »

(cet alinéa a produit ses effets)

Article 8, §§ 2 à 5, qui disposent que :

§ 2. Lorsque lesdits avantages sont payés par la Caisse générale d'épargne et de retraite, les organismes d'assurance peuvent lui transférer dans les délais et selon les modalités fixées par le Roi, les réserves mathématiques afférentes aux rentes constituées auprès d'eux.

Dans les autres cas, les organismes d'assurance sont tenus de transférer à l'Office national des pensions, dans les délais et selon les modalités que le Roi détermine, les réserves mathématiques afférentes aux rentes constituées auprès d'eux.

§ 3. Les réserves mathématiques, afférentes aux rentes visées au présent chapitre, qui n'ont pas été réclamées par leur bénéficiaire à l'âge de 66 ans, sont transférées par les organismes d'assurances à l'Office national des pensions dans les délais et selon les modalités que le Roi détermine.

§ 4. Les transferts visés aux §§ 2 et 3 libèrent les organismes d'assurances de toute obligation envers le bénéficiaire, la veuve ou le bénéficiaire désigné.

La Caisse générale d'épargne et de retraite ou l'Office national des pensions, selon le cas, succède à dater de ce transfert, à toutes les obligations auxquelles ces organismes d'assurance sont tenus envers les bénéficiaires d'une rente ou leurs ayants droit.

L'Office national des pensions est autorisé, avec l'accord des Ministres qui ont respectivement les pensions des travailleurs salariés et le Budget dans leurs attributions, à accorder des prêts à un organisme d'assurance visé au § 2, alinéa 2, et au § 3.

§ 5. Les dispositions du présent article sont applicables à l'Office national des pensions ainsi qu'aux autres organismes d'assurances visés à l'article 2 pour autant que les droits et obligations, actif et passif, de ces derniers n'ont pas été repris par l'Office national des pensions conformément à l'article 2 alinéa 4. »

(suite aux articles 17 et 18 de l'arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986 modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés, et à l'article 148 de la loi-programme du 30 décembre 1988, les réserves du régime de la capitalisation sont transférés au régime de la répartition)

Artikel 5, dat luidt als volgt :

« Het bedrag van de weduwenrente of van de overlevingsrente, gevestigd ten voordele van een aangeduid begunstigde wordt, indien het recht op deze rente vóór 1 januari 1970 is geopend, bepaald overeenkomstig de in artikel 1 beoogde wetten en besluiten. »

(dit artikel heeft uitwerking gekregen)

Artikel 6, tweede en derde lid, die luiden als volgt :

« Voor de vrouwen in leven per 1 januari 1970 die een verzekering bij overlijden hebben gesloten ten voordele van een aangeduid begunstigde, wordt bij overlijden een rente verzekerd die gelijk is aan 40 pct. van de ouderdomsrente en ingaat de eerste dag van de maand van het overlijden, mits het overlijden zich voordoet vóór de ingenottreding van de ouderdomsrente.

Ingeval er gebruik gemaakt wordt van de mogelijkheid van afkoop of van omzetting waarin bij artikel 4, derde of vierde lid, is voorzien, wordt de ouderdomsrente die tot grondslag dient voor de berekening van de weduwenrente bekomen door de ouderdomsrente, gevestigd vóór de afkoop of de omzetting, te vermenigvuldigen met een breuk gelijk aan het verschil tussen de eenheid en de breuk waarmede rekening werd gehouden voor de afkoop of de omzetting. »

(in de praktijk doen zich geen door dit artikel voorziene gevallen voor)

Artikel 6, vierde lid, tweede zinsdeel, die luidt als volgt :

« hetzelfde geldt voor het bedrag van de overlevingsrente in geval van verschil tussen de verzekerde en de aangeduide begunstigde. »

Artikel 7, § 3, eerste lid, tweede zin dat luidt als volgt :

« Voor het jaar 2005 evenwel worden ze gedragen door het wettelijk kapitalisatiestelsel. »

Artikel 7, § 3, tweede lid, dat luidt als volgt :

« Voor de toepassing van deze beschikking neemt de Rijksdienst voor pensioenen de verplichting over van het Ministerie van Sociale Voorzorg, opgesomd in artikel 10 van het koninklijk besluit van 13 september 1971 houdende uitvoering van hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood. »

(dit artikel heeft uitwerking gekregen)

Artikel 8, §§ 2 tot 5, dat luidt als volgt :

§ 2. Wanneer deze voordelen betaald werden door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, kunnen de verzekeringsinstellingen de wiskundige reserves met betrekking tot de bij hen gevormde renten aan haar overdragen, binnen de termijnen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

In de andere gevallen zijn de verzekeringsinstellingen verplicht, binnen de termijnen en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt, de wiskundige reserves met betrekking tot de bij hen gevormde renten aan de Rijksdienst voor pensioenen over te dragen.

§ 3. De wiskundige reserves met betrekking tot de renten beoogd bij dit hoofdstuk die door hun gerechtigde op de leeftijd van 66 jaar niet werden opgevraagd, worden door de verzekeringsinstellingen aan de Rijksdienst voor pensioenen overgedragen binnen de termijnen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

§ 4. De overdrachten bedoeld bij de §§ 2 en 3 ontlasten de verzekeringsinstellingen van elke verplichting tegenover de gerechtigde, de weduwe of de aangeduide gerechtigde.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas of, naargelang het geval, de Rijksdienst voor pensioenen, neemt vanaf die datum van deze overdracht, alle verplichtingen over die deze verzekeringsinstellingen hebben tegenover de gerechtigde, op een rente of tegenover hun rechthebbenden.

De Rijksdienst voor pensioenen is gemachtigd om, met het akkoord van de Ministers die respectievelijk de werknemerspensioenen en de Begroting onder hun bevoegdheid hebben, leningen toe te staan aan een in § 2, 2e lid, en in § 3 bedoelde verzekeringsinstelling.

§ 5. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de Rijksdienst voor pensioenen alsook op de andere verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 2, voor zover de Rijksdienst voor pensioenen overeenkomstig artikel 2, 4^e lid de rechten en verplichtingen, de passiva en activa van die instellingen niet heeft overgenomen. »

(in gevolge artikelen 17 en 18 van het koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werknemerspensioenen, en van artikel 148 van de programmawet van 30 december 1988, zijn de reserves van het kapitalisatiestelsel naar het repartitiestelsel overgeheveld)

Article 9, alinéa 2, 2°, qui dispose que :

« les conditions et les modalités selon lesquelles les avantages visés au 1° sont payés par un versement unique égal à leur valeur actuelle, augmenté le cas échéant de la réserve afférente à l'assurance de la rente de veuve. »

(cet alinéa a produit ses effets)

Article 9 bis, alinéa 2, qui dispose que :

« La différence entre les deux montants est attribuée aux réserves mathématiques de l'office national des pensions. »

(cet alinéa a produit ses effets)

Article 10, alinéas 2 et 3, qui disposent que :

« Ces organismes établissent au 31 décembre de chaque année un bilan et un compte de profits et pertes relatif à cette gestion.

Le solde bénéficiaire du compte de profits et pertes de l'année est versé à l'Office national des pensions. »

(suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2° de la loi du 12 décembre 1997, l'Office national des pensions a repris les compétences et la tâches de ces organismes)

Article 11, 2° à 5° sont abrogés par la loi du 10 février 1991, article 29.

Article 11, 6° à 8°, qui disposent que :

« 6° annuellement, le pourcentage du taux de rendement minimum moyen qui doit être réalisé par les compagnies d'assurance sur les réserves visées à l'article 2. Pour la fixation de ce pourcentage, Il peut tenir compte des diverses composantes des placements;

7° le montant maximum qui, en fonction des réserves visées à l'article 2, du nombre d'assurances en cours, le nombre de brevets et d'un montant fixe, peut être inscrit à titre de frais de gestion dans le compte des pertes et profits de la gestion des réserves;

8° le montant d'un acompte éventuel sur le solde bénéficiaire du compte de profits et pertes de l'année, visé à l'article 10, qui doit être versé à l'Office national des pensions. »

(suite aux articles 17 et 18 de l'arrêté royal n° 415 du 16 juillet 1986 modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés, et à l'article 148 de la loi-programme du 30 décembre 1988, les réserves du régime de la capitalisation sont transférés au régime de la répartition)

Article 12, qui dispose que :

« Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et les fonctionnaires qu'il désigne à cet effet sont chargés de contrôler l'exécution par l'Office national des pensions ainsi que par les autres organismes d'assurances visés à l'article 2 des obligations qui leurs incombent pour autant que les droits et obligations, actif et passif de ces derniers n'ont pas été repris par l'Office national des pensions conformément à l'article 2 alinéa 4.

Ces organismes sont tenus notamment de fournir toutes les pièces justificatives que le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions ou les personnes chargées du contrôle jugent nécessaires.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, décider que l'Office national des pensions succédera aux droits et obligations et recueillera l'actif et le passif de la gestion confiée par le présent chapitre à un des organismes d'assurance agréés visés à l'article 22 de la loi du 12 juillet 1957 précitée lorsqu'un des organismes d'assurance agréés ne se conforme pas aux dispositions légales et réglementaires, lorsque son compte de profits et pertes présente une situation déficitaire de nature à compromettre les opérations de l'assurance ou lorsque sa gestion est trop onéreuse. »

(suite aux articles 41quinquies et 41sexies de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, insérés respectivement par l'article 138 de la loi du 29 avril 1996, et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 avril 1997, ratifié par l'article 2, 2° de la loi du 12 décembre 1997, l'Office national des pensions a repris les compétences et la tâches de ces organismes)

Artikel 9, tweede lid, 2°, dat luidt als volgt :

« onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten de bij 1° beoogde voordelen worden betaald door een enige storting gelijk aan hun contante waarde, eventueel vermeerderd met de reserve die betrekking heeft op de verzekering van de weduwenrente. »

(dit lid heeft uitwerking gekregen)

Artikel 9 bis, tweede lid, dat luidt als volgt :

« Het verschil tussen de beide bedragen wordt toegewezen aan de wiskundige reserves bij de Rijksdienst voor pensioenen. »

(dit lid heeft uitwerking gekregen)

Artikel 10, tweede en derde lid, dat luidt als volgt :

« Die instellingen maken jaarlijks, per 31 december, een balans alsook een winst- en verliesrekening op betreffende dit beheer.

Het batig saldo van de winst- en verliesrekening van het jaar wordt aan de Rijksdienst voor pensioenen gestort. »

(in gevolge artikelen 41 quinquies en 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2°, van de wet van 12 december 1997, neemt de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instelling inzake de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, over)

Artikel 11, 2° tot en met 5° zijn opgeheven bij wet van 10 februari 1991, artikel 29.

Artikel 11, 6° tot en met 8°, die luiden als volgt :

« 6° jaarlijks het percentage van het gemiddeld minimumrendement dat door de verzekeringsinstellingen op de in artikel 2 beoogde reserves moet worden verwezenlijkt. Voor de vaststelling van dit percentage kan Hij rekening houden met de verschillende componenten van de beleggingen;

7° het maximumbedrag dat, in functie van de in artikel 2 bedoelde reserves, het aantal lopende verzekeringen, het aantal brevetten en een vast bedrag, als beheerskosten in de winst- en verliesrekening betreffende het beheer van de reserves mag worden ingeschreven;

8° het bedrag van een eventueel voorschot op het batig saldo van de winst- en verliesrekening van het jaar, zoals bedoeld in artikel 10, dat aan de Rijksdienst voor pensioenen moet worden overgedragen. »

(in gevolge artikelen 17 en 18 van het koninklijk besluit nr. 415 van 16 juli 1986 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werknemerspensioenen, en van artikel 148 van de programmawet van 30 december 1988, zijn de reserves van het kapitalisatiestelsel overgeheveld naar het repartitiestelsel)

Artikel 12, dat luidt als volgt :

« De Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft en de ambtenaren die hij te dien einde aanduidt zijn belast met het toezicht op de uitvoering door de Rijksdienst voor pensioenen alsook door de andere verzekeringsinstellingen beoogd bij artikel 2, van de verplichtingen die zijn opgelegd, voor zover de Rijksdienst voor pensioenen overeenkomstig artikel 2, vierde lid de rechten en verplichtingen, de passiva en activa van die instellingen niet heeft overgenomen.

Deze instellingen zijn er inzonderheid toe gehouden alle bewijsstukken te verstrekken welke de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft of met het toezicht belaste personen nodig achten.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, beslissen dat de Rijksdienst voor pensioenen zal opvolgen in de rechten en verplichtingen en het actief en het passief zal overnemen van het beheer, door dit hoofdstuk toevertrouwd aan een van de gemachtigde verzekeringsinstellingen beoogd bij artikel 22 van voormelde wet van 12 juli 1957, wanneer een van de gemachtigde verzekeringsinstellingen de wettelijke en reglementaire bepalingen niet naleeft, wanneer haar winst- en verliesrekening een deficiënte toestand vertoont welke van die aard is dat hij de verrichtingen van de verzekering in gevaar brengt of wanneer haar beheerskosten te zwaar zijn. »

(in gevolge artikelen 41 quinquies en 41 sexies van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, ingevoegd respectievelijk door artikel 138 van de wet van 29 april 1996 en door artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 april 1997, bekrachtigd door artikel 2, 2°, van de wet van 12 december 1997, neemt de Rijksdienst voor pensioenen de bevoegdheden en taken van deze instelling inzake de toepassing van de bepalingen betreffende de renten bedoeld in hoofdstuk I van de wet van 28 mei 1971, over)

Articles 14 à 19, qui disposent que :

« Art. 14. La Caisse nationale des pensions pour employés, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les autres organismes d'assurance agréés prélèvent, sur le fonds de répartition existant au 31 décembre 1967 dans le cadre de la gestion visée à l'article 13, 1^o; les sommes nécessaires pour porter le fonds de réserve de cette gestion à 5 p.c. du montant des réserves mathématiques existant à la même date.

Art. 15. Le reliquat du fonds de répartition visé à l'article 14 est réparti entre les assurés et les rentiers en vie au 31 décembre 1967 à raison de cent cent cinquième de son montant.

La quote-part accordée à chacun d'eux est proportionnelle au montant des réserves mathématiques au 31 décembre 1967 correspondant aux rentes constituées à leur compte par rapport au montant total des réserves mathématiques au 31 décembre 1967 correspondant aux rentes constituées au compte des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

En ce qui concerne les assurés, la quote-part est ajoutée aux réserves mathématiques constituées pour chacun d'eux.

En ce qui concerne les rentiers, la quote-part est considérée comme une prime unique versée par le bénéficiaire à l'âge, en années révolues, atteint au 1^{er} janvier 1968. La rente ainsi constituée est ajoutée à celle qui est déjà liquidée.

Le solde du fonds de répartition est transféré au fonds de réserve.

Art. 16. La Caisse nationale des pensions pour employés, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les autres organismes d'assurance agréés procèdent, dans le cadre de la gestion visée à l'article 13, 2^o, à la réévaluation des réserves mathématiques existant au 31 décembre 1967 et calculées conformément aux barèmes figurant à l'annexe II de l'arrêté royal du 31 décembre 1962 modifiant l'arrêté royal du 29 juillet 1957 fixant les mesures à prendre par les organismes d'assurance en vue de l'exécution de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés et les modalités d'exécution et de contrôle de ces mesures.

Art. 17. La réévaluation visée à l'article 16 est faite conformément aux barèmes déterminés par le Roi et établis sur les bases suivantes :

1^o mortalité exprimée par les tables H, F et V 1948-1954 de la Caisse nationale des pensions pour employés;

2^o taux d'intérêt annuel : 4 p.c.;

3^o frais pour le service des rentes : 1 p.c. des rentes;

4^o paiement des rentes, par douzième mensuels égaux, à terme échu, sans arrérages au décès.

Art. 18. La différence entre le montant des réserves mathématiques visées à l'article 16 et celui des réserves mathématiques réévaluées est versée au fonds de réserve existant au 31 décembre 1967 dans le cadre de la gestion prévus à l'article 13, 2^o.

Si après ce versement, ce fonds de réserve dépasse 5 p.c. des réserves mathématiques réévaluées, l'excédent est versé au fonds de répartition de la même gestion.

Art. 19. La Caisse nationale des pensions pour employés, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les autres organismes d'assurance agréés procèdent entre les assurés à une répartition du fonds de répartition existant après application de l'article 18, alinéa 2, à raison de cent cent cinquèmes de son montant.

La quote-part de ce fonds attribuée à chacun des assurés est proportionnelle au montant des réserves mathématiques réévaluées correspondant aux rentes constituées à leur compte par rapport au montant total des réserves mathématiques réévaluées des assurances en cours.

Cette quotité est ajoutée aux réserves mathématiques réévaluées constituées pour chacun des assurés.

Le solde du fonds de répartition est transféré au fonds de réserve. »

(ces articles ont produits leurs effets)

Articles 24 à 32 car il s'agit de dispositions modificatives.

Artikelen 14 tot en met 19, die luiden als volgt :

« Art. 14. De Nationale Kas voor bediendenpensioenen, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de andere gemachtigde verzekeringsinstellingen nemen van het omslagfonds dat per 31 december 1967 in het raam van het in artikel 13, 1^o, bedoeld beheer staat, de sommen af die vereist zijn om het reservefonds van dit beheer op 5 pct. van het bedrag van de op diezelfde datum bestaan wiskundige reserves te brengen.

Art. 15. Het overschot van het omslagfonds bedoeld bij artikel 14 wordt onder de verzekerden en onder de rentetrekken die per 31 december 1967 in leven zijn verdeeld in verhouding van honderd honderd vijftien van zijn bedrag.

Het aandeel dat aan ieder van hen wordt toegekend is evenredig aan het bedrag van de wiskundige reserves per 31 december 1967 welke overeenstemmen met de renten gevestigd op hun rekening in verhouding tot het gezamenlijk bedrag van de wiskundige reserves per 31 december 1967 welke overeenstemmen met de renten gevestigd op de rekening van de bij het eerste lid bedoelde personen.

Wat de verzekerden betreft, wordt het aandeel gevoegd bij de wiskundige reserves welke voor elk van hen gevestigd zijn

Wat de rentetrekken betreft, wordt het aandeel beschouwd als een inkoopsum door de gerechtigde op de per 1 januari 1968 in volle jaren bereikte leeftijd gestort. De aldus gevestigde rente wordt bij die gevoegd welke reeds wordt uitbetaald.

Het saldo van het omslagfonds wordt overgedragen aan het reservefonds.

Art. 16. De Nationale Kas voor bediendenpensioenen, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de andere gemachtigde verzekeringsinstellingen gaan, in het raam van het bij artikel 13, 2^o, beoogde beheer, over tot de herwaarderung van de per 31 december 1967 bestaande wiskundige reserves die berekend zijn overeenkomstig de schalen die voorkomen in bijlage II van het koninklijk besluit van 31 oktober 1962 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juli 1957 houdende vaststelling van de maatregelen die door de verzekeringsinstellingen dienen getroffen te worden met het oog op de uitvoering van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, en de modaliteiten van uitvoering en controle van deze maatregelen.

Art. 17. De herwaarderung, bedoeld bij artikel 16 geschiedt overeenkomstig de door de Koning vastgestelde schalen die op de navolgende grondslagen zijn opgemaakt :

1^o sterftecijfer uitgedrukt in de tabellen H, F en V 1948-1954 van de Nationale Kas voor bediendenpensioenen;

2^o jaarlijks interestvoet : 4 pct.;

3^o kosten voor de renteutkering : 1 pct. van de renten;

4^o uitbetaling van de renten, per gelijke maandelijkse twaalfden, na vervallen termijn, zonder achterstallen bij overlijden.

Art. 18. Het verschil tussen het bedrag van de wiskundige reserves bedoeld bij artikel 16 en dat van de herwaardeerde wiskundige reserves wordt aan het reservefonds gestort dat, per 31 december 1967, in het raam van de bij artikel 13, 2^o, bedoelde beheer bestond.

Indien dit reservefonds na deze storting 5 pct. van de herwaardeerde wiskundige reserves overtreft, wordt het overschot aan het omslagfonds van hetzelfde beheer gestort.

Art. 19. De Nationale Kas voor bediendenpensioenen, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de andere gemachtigde verzekeringsinstellingen verdelen onder de verzekerden het omslagfonds dat bestaat na toepassing van artikel 18, tweede lid; in verhouding van honderd honderdenvijftien van zijn bedrag.

Het aandeel van dit fonds dat aan ieder verzekerde wordt toegekend is evenredig aan het bedrag van de herwaardeerde wiskundige reserves die overeenstemmen met de renten die op hun rekening zijn gevestigd in verhouding tot het gezamenlijk bedrag van de herwaardeerde wiskundige reserves van de lopende verzekeringen.

Dit aandeel wordt bij de herwaardeerde wiskundige reserves gevoegd die voor ieder verzekerde gevestigd zijn.

Het saldo van het omslagfonds wordt overgedragen aan het reservefonds.»

(deze artikelen uitwerking hebben gekregen)

Artikelen 24 tot en met 32 daar het wijzigingsbepalingen betreft.

2. Tables de concordance

2. Concordantietabellen

Loi coordonnée	Loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.	Gecoördineerde wet	Wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels in het raam van de wetten betreffende de verzekering van de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood
CHAPITRE I. — <i>Des versements obligatoires</i>		HOOFDSTUK I. — <i>Verplichte stortingen</i>	
Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}	Art. 1	Art. 1
Art. 2	Art. 2 alinéa 1 ^{er}	Art. 2	Art. 2, eerste lid
Art. 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 4, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, eerste lid	Art. 4, eerste lid
Art. 3, alinéa 2	Art. 4, alinéa 2	Art. 3, tweede lid	Art. 4, tweede lid
Art. 4, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 4, eerste lid	Art. 3, eerste lid
Art. 4, alinéa 2	Art. 3, alinéa 2	Art. 4, tweede lid	Art. 3, tweede lid
Art. 5, alinéa 1 ^{er}	Art. 6, alinéa 1 ^{er}	Art. 5, eerste lid	Art. 6, eerste lid
Art. 5, alinéa 2	Art. 6, alinéa 4	Art. 5, tweede lid	Art. 6, vierde lid
Art. 6, § 1 ^{er}	Art. 7, § 1 ^{er}	Art. 6, § 1	Art. 7, § 1
Art. 6, § 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 7, § 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 6, § 2, eerste lid	Art. 7, § 2, eerste lid
Art. 6, § 2, alinéa 2	Art. 7, § 2, alinéa 2	Art. 6, § 2, tweede lid	Art. 7, § 2, tweede lid
Art. 6, § 2, alinéa 3	Art. 7, § 2, alinéa 3	Art. 6, § 2, derde lid	Art. 7, § 2, derde lid
Art. 7	Art. 7, § 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 7	Art. 7, § 3, eerste lid
Art. 8, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 9, alinéa 1 ^{er}	Art. 8, § 1, eerste lid	Art. 9, eerste lid
	Art. 8, § 1		Art. 8, § 1
Art. 8, § 1, alinéa 2	Art. 9, alinéa 2, 1 ^o	Art. 8, § 1, tweede lid	Art. 9, tweede lid, 1 ^o
Art. 8, § 2	Art. 9bis, alinéa 1 ^{er}	Art. 8, § 2	Art. 9bis, eerste lid
Art. 8, § 3	Art. 9ter	Art. 8, § 3	Art. 9ter
Art. 9	Art. 10, alinéa 1 ^{er}	Art. 9	Art. 10, eerste lid

CHAPITRE II. — *Des versements complémentaires et supplémentaires.*HOOFDSTUK II — *Aanvullende en bijkomende stortingen.*

Art. 11	Art. 13	Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 20	Art. 12	Art. 20
Art. 13, alinéa 1 ^{er}	Art. 21, alinéa 1 ^{er}	Art. 13, eerste lid	Art. 21, eerste lid
Art. 13, alinéa 2	Art. 21, alinéa 2	Art. 13, tweede lid	Art. 21, tweede lid
Art. 14	Art. 22	Art. 14	Art. 22
Art. 15	Art. 23	Art. 15	Art. 23